

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(non audité)

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
		(retraité – note 3)		(retraité – note 3)
Produits des activités ordinaires et autres produits				
Produits d'exploitation, déduction faite des redevances (note 4)	10 847	7 963	29 981	22 981
Autres produits (note 5)	16	43	60	84
	10 863	8 006	30 041	23 065
Charges				
Achats de pétrole brut et de produits	3 902	2 875	10 805	8 348
Charges d'exploitation, frais de vente et frais généraux	2 644	2 250	7 876	6 766
Transport	348	238	957	755
Dotation aux amortissements et à la provision pour dépréciation et pertes de valeur	1 504	1 281	4 319	4 113
Prospection	22	13	73	78
Profit à la cession d'actifs (notes 13, 14 et 18)	(107)	(5)	(274)	(555)
Charges financières (produits financiers) (note 7)	85	(323)	1 190	(471)
	8 398	6 329	24 946	19 034
Résultat avant impôt	2 465	1 677	5 095	4 031
Charge d'impôt sur le résultat				
Exigible	493	218	1 242	809
Différé	160	170	280	146
	653	388	1 522	955
Résultat net	1 812	1 289	3 573	3 076
Autres éléments du résultat global				
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net :				
Ajustement au titre des écarts de conversion	(66)	(100)	99	(206)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net :				
Gain actuariel des régimes de retraite du personnel, déduction faite de l'impôt	93	52	212	53
Autres éléments du résultat global	27	(48)	311	(153)
Résultat global	1 839	1 241	3 884	2 923
Par action ordinaire (en dollars) (note 9)				
Résultat net – de base	1,12	0,78	2,19	1,85
Résultat net – dilué	1,11	0,78	2,18	1,84
Dividendes en trésorerie	0,36	0,32	1,08	0,96

Se reporter aux notes annexes.

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(non audité)

(en millions de dollars)	30 septembre 2018	31 décembre 2017
Actif		
Actif courant		
Trésorerie et équivalents	2 332	2 672
Créances	4 110	3 281
Stocks	3 761	3 468
Impôt sur le résultat à recouvrer	178	156
Total de l'actif courant	10 381	9 577
Immobilisations corporelles, montant net	74 160	73 493
Prospection et évaluation	2 288	2 052
Autres actifs (note 18)	1 305	1 211
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	3 058	3 061
Actifs d'impôt différé	174	100
Total de l'actif	91 366	89 494
Passif et capitaux propres		
Passif courant		
Dette à court terme	2 989	2 136
Tranche courante de la dette à long terme	334	71
Dettes et charges à payer	6 592	6 203
Tranche courante des provisions	601	722
Impôt à payer	629	425
Total du passif courant	11 145	9 557
Dette à long terme	13 354	13 372
Autres passifs non courants (notes 11 et 15)	2 261	2 412
Provisions (note 12)	6 855	7 237
Impôt sur le résultat différé	11 951	11 533
Capitaux propres	45 800	45 383
Total du passif et des capitaux propres	91 366	89 494

Se reporter aux notes annexes.

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(non audité)

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Activités d'exploitation				
Résultat net	1 812	1 289	3 573	3 076
Ajustements au titre des éléments suivants :				
Dotation aux amortissements et à la provision pour dépréciation et pertes de valeur	1 504	1 281	4 319	4 113
Charge d'impôt différé	160	170	280	146
Charge de désactualisation	67	62	199	184
(Profit) perte de change latent sur la dette libellée en dollars américains	(216)	(441)	402	(845)
Variation de la juste valeur des instruments financiers et des stocks de négociation	7	45	(31)	112
Profit à la cession d'actifs (notes 13, 14 et 18)	(107)	(4)	(274)	(426)
Perte sur l'extinction d'une dette à long terme (note 7)	—	—	—	25
Rémunération fondée sur des actions	38	139	(29)	(85)
Prospection	—	—	—	41
Règlement de passifs liés au démantèlement et à la remise en état	(106)	(66)	(365)	(255)
Autres	(20)	(3)	91	37
Diminution (augmentation) du fonds de roulement hors trésorerie	1 231	440	(625)	88
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	4 370	2 912	7 540	6 211
Activités d'investissement				
Dépenses en immobilisations et frais de prospection	(1 206)	(1 695)	(4 259)	(4 930)
Acquisitions (notes 16, 17 et 18)	(14)	—	(1 205)	—
Produit de la cession d'actifs (notes 13, 14 et 18)	48	54	52	1 531
Autres placements (note 18)	(32)	(15)	(116)	(14)
(Augmentation) diminution du fonds de roulement hors trésorerie	(98)	(109)	290	(72)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(1 302)	(1 765)	(5 238)	(3 485)
Activités de financement				
Variation nette de la dette à court terme	(1 230)	98	749	925
Variation nette de la dette à long terme	(19)	(14)	(54)	(1 768)
Émission d'actions ordinaires aux termes des régimes d'options sur actions	26	29	282	105
Rachat d'actions ordinaires (note 10)	(889)	(282)	(1 887)	(578)
Distribution liée à la participation ne donnant pas le contrôle	(2)	—	(4)	—
Dividendes versés sur les actions ordinaires	(582)	(531)	(1 759)	(1 598)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(2 696)	(700)	(2 673)	(2 914)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et de ses équivalents				
Incidence du change sur la trésorerie et ses équivalents	(23)	(42)	31	(71)
Trésorerie et équivalents à l'ouverture de la période	1 983	2 352	2 672	3 016
Trésorerie et équivalents à la clôture de la période	2 332	2 757	2 332	2 757
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie				
Intérêts payés	88	111	501	609
Impôt sur le résultat (reçu) payé	(2)	155	662	274

Se reporter aux notes annexes.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(non audité)

(en millions de dollars)	Capital- actions	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total	Nombre d'actions ordinaires (en milliers)
31 décembre 2016	26 942	588	1 007	16 093	44 630	1 667 914
Bénéfice net	—	—	—	3 076	3 076	—
Ajustement au titre des écarts de conversion	—	—	(206)	—	(206)	—
Gain actuariel des régimes de retraite du personnel, déduction faite de l'impôt de 20 \$	—	—	—	53	53	—
Résultat global	—	—	(206)	3 129	2 923	—
Émissions aux termes des régimes d'options sur actions	134	(30)	—	—	104	2 982
Rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation (note 10)	(233)	—	—	(345)	(578)	(14 441)
Variation du passif au titre des engagements d'achat d'actions	(53)	—	—	(91)	(144)	—
Rémunération fondée sur des actions	—	41	—	—	41	—
Dividendes versés sur les actions ordinaires	—	—	—	(1 598)	(1 598)	—
30 septembre 2017	26 790	599	801	17 188	45 378	1 656 455
31 décembre 2017	26 606	567	809	17 401	45 383	1 640 983
Bénéfice net	—	—	—	3 573	3 573	—
Ajustement au titre des écarts de conversion	—	—	99	—	99	—
Gain actuariel des régimes de retraite du personnel, déduction faite de l'impôt de 78 \$	—	—	—	212	212	—
Résultat global	—	—	99	3 785	3 884	—
Émissions aux termes des régimes d'options sur actions	354	(72)	—	—	282	7 833
Rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation (note 10)	(609)	—	—	(1 278)	(1 887)	(37 700)
Variation du passif au titre des engagements d'achat d'actions (note 10)	(38)	—	—	(103)	(141)	—
Rémunération fondée sur des actions	—	38	—	—	38	—
Dividendes versés sur les actions ordinaires	—	—	—	(1 759)	(1 759)	—
30 septembre 2018	26 313	533	908	18 046	45 800	1 611 116

Se reporter aux notes annexes.

1. ENTITÉ PRÉSENTANT L'INFORMATION FINANCIÈRE ET DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

Suncor Énergie Inc. (« Suncor » ou la « Société ») est une société d'énergie intégrée dont le siège social se trouve au Canada. Les activités de Suncor comprennent notamment la mise en valeur et la valorisation des sables pétrolifères, la production pétrolière et gazière extracôtère, le raffinage du pétrole et la commercialisation de produits, principalement sous la marque Petro-Canada. Les états financiers consolidés de la Société englobent la Société et ses filiales, ainsi que les participations de la Société dans des entreprises associées et des partenariats.

L'adresse du siège social de la Société est la suivante : 150 – 6th Avenue S.W., Calgary (Alberta) Canada T2P 3E3.

2. MODE DE PRÉSENTATION

a) Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), plus précisément la Norme comptable internationale (« IAS ») 34 *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Il s'agit d'états financiers résumés qui ne contiennent donc pas toute l'information exigée pour des états financiers annuels et qui doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

b) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception de ce qui est mentionné dans le sommaire des méthodes comptables présenté dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 et de l'adoption des nouvelles prises de position comptables décrites à la note 3.

c) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les présents états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société.

d) Recours à des estimations, à des hypothèses et à des jugements

Pour préparer en temps opportun les états financiers, la direction doit faire des estimations, élaborer des hypothèses et formuler des jugements. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer des montants estimatifs lorsque des événements prévus se concrétisent. Les estimations et jugements significatifs utilisés dans la préparation des états financiers sont mentionnés dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

e) Impôt sur le résultat

La Société comptabilise l'incidence des changements de taux d'impôt dans le résultat de la période au cours de laquelle les taux révisés applicables sont pratiquement en vigueur.

3. ADOPTION DE NOUVELLES NORMES IFRS

a) Adoption de nouvelles normes IFRS

Incidence de l'application d'IFRS 9

En date du 1^{er} janvier 2018, la Société a adopté IFRS 9 *Instruments financiers* (« IFRS 9 »), qui remplace les multiples modèles de classement et d'évaluation des actifs financiers prévus selon IAS 39 *Instruments financiers* (« IAS 39 ») par un nouveau modèle qui ne comporte que deux catégories d'évaluation : au coût amorti ou à la juste valeur par le biais du résultat net. Ce classement est déterminé lors de la comptabilisation initiale. Pour ce qui est des passifs financiers, la nouvelle norme conserve la majeure partie des exigences d'IAS 39, le principal changement survenant lorsque la Société choisit de désigner un passif financier comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Dans ce cas, la partie de la variation de la juste valeur qui

est liée au risque de crédit propre de la Société est comptabilisée en autres éléments du résultat global plutôt qu'en résultat net. Par suite de l'adoption d'IFRS 9, les actifs financiers de la Société qui étaient classés dans les prêts et créances au 31 décembre 2017 ont été reclassés dans les actifs financiers au coût amorti; toutefois, il n'y a aucune incidence sur l'évaluation de ces actifs financiers. Le classement des passifs financiers de la Société n'a pas changé. Les indications concernant le classement et l'évaluation ont été adoptées de façon rétrospective conformément aux dispositions transitoires d'IFRS 9.

La Société a également adopté les nouvelles indications d'IFRS 9 sur la comptabilité de couverture, qui remplacent les tests d'efficacité quantitatifs rigoureux par des évaluations moins restrictives pour déterminer l'efficacité d'un instrument de couverture à remplir les objectifs de la Société en matière de gestion de son exposition aux risques financiers et non financiers. IFRS 9 permet aussi à la Société de couvrir des composantes de risque d'éléments non financiers qui possèdent certaines caractéristiques mesurables ou identifiables. À l'heure actuelle, la Société n'applique la comptabilité de couverture à aucun de ses instruments dérivés.

Après l'adoption d'IFRS 9, les méthodes comptables de la Société sont quasiment identiques à celles qui étaient appliquées au 31 décembre 2017 et il n'y a aucune incidence sur le résultat net, à l'exception du changement de catégorie d'actifs financiers susmentionné.

Incidence de l'application d'IFRS 15

Le 1^{er} janvier 2018, la Société a adopté, selon la méthode rétrospective, la norme IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (« IFRS 15 »), qui établit des lignes directrices sur la comptabilisation des produits des activités ordinaires.

IFRS 15 remplace IAS 18 *Produits des activités ordinaires* et présente un nouveau modèle unique pour la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients. Le modèle présente une analyse des transactions, en cinq étapes, pour déterminer la nature de l'obligation de la prestation de l'entité ainsi que le montant, le cas échéant, des produits des activités ordinaires et le moment auquel ils sont comptabilisés.

Selon IFRS 15, les produits des activités ordinaires tirés de la vente de marchandises et les autres produits d'exploitation obtenus par la Société représentent des ententes contractuelles avec des clients. La Société comptabilise des produits des activités ordinaires lorsque le titre de propriété du produit est transféré à l'acheteur et que le recouvrement est raisonnablement assuré conformément aux modalités contractuelles stipulées. Tous les produits d'exploitation sont généralement gagnés à un moment précis et ils sont fondés sur la contrepartie que la Société s'attend à recevoir pour le transfert des marchandises aux clients.

La Société a passé en revue ses sources de produits des activités ordinaires et ses principaux contrats avec des clients selon les directives d'IFRS 15, et a établi qu'il n'y a pas de changement important du moment de la comptabilisation et de l'évaluation des produits des activités ordinaires de la Société pour la période de présentation de l'information financière, par rapport aux dispositions de la norme antérieure. Conformément à la nouvelle norme, la Société a évalué si elle agissait pour son propre compte ou comme mandataire; cette évaluation s'est traduite par une diminution des produits des activités ordinaires et une diminution correspondante des charges d'exploitation, frais de vente et frais généraux, ainsi que par une diminution des frais de transport, ce qui n'a eu aucune incidence sur le résultat net consolidé de la Société.

Ajustements de l'état consolidé du résultat global

	Trimestre clos le 30 septembre 2017	Période de neuf mois close le 30 septembre 2017
(diminution, en millions de dollars)		
	IFRS 15	
Produits des activités ordinaires et autres produits		
Produits d'exploitation, déduction faite des redevances	(23)	(70)
Charges		
Charges d'exploitation, frais de vente et frais généraux	(14)	(44)
Transport	(9)	(26)
Résultat net	—	—
Résultat global	—	—

b) Mise à jour sur les prises de position récentes en comptabilité

Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16 *Contrats de location* (« IFRS 16 »), qui remplace la norme IAS 17 *Contrats de location* (« IAS17 ») existante et qui exige la comptabilisation des contrats de location dans l'état de la situation financière, prévoyant toutefois des exemptions facultatives pour les contrats de location à court terme dont la durée est d'au plus 12 mois ainsi que pour les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. IFRS 16 élimine l'option de classement des contrats de location comme des contrats de location-financement ou des contrats de location simple et traite tous les contrats de location comme des contrats de location-financement pour les preneurs à bail. Le traitement comptable pour les bailleurs demeure essentiellement le même, ces derniers devant continuer de classer les contrats de location soit comme des contrats de location-financement, soit comme des contrats de location simple.

La Société adoptera la norme le 1^{er} janvier 2019, soit la date de son entrée en vigueur, et a choisi d'appliquer la méthode de transition rétrospective modifiée. La Société a également choisi de se prévaloir des exemptions facultatives relatives aux contrats de location à court terme et aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. IFRS 16 aura une incidence sur les composantes suivantes des états financiers consolidés de la Société.

États consolidés de la situation financière : IFRS 16 exige de comptabiliser les obligations locatives et les actifs au titre du droit d'utilisation, et ce, pour tous les contrats de location, sauf si l'entité applique les exemptions facultatives visant les contrats de location à court terme et les contrats dont le bien sous-jacent est de faible valeur. La Société comptabilisera l'obligation locative à la valeur actualisée des paiements de loyers qui n'ont pas encore été versés, en utilisant comme taux d'actualisation le taux d'emprunt marginal de la Société au moment de l'adoption de la nouvelle norme. Au moment de la transition, la Société évaluera les actifs au titre du droit d'utilisation au montant de l'obligation locative ajusté du montant des loyers payés d'avance ou des contrats déficitaires comptabilisés dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2018.

La Société poursuit l'implantation d'une solution informatique, notamment le téléchargement des données relatives aux contrats de location identifiés comme tels dans son système. Le processus de catégorisation et d'examen des contrats se déroule conformément au calendrier. De nouveaux processus d'affaires et contrôles internes ont été conçus et sont mis en place. La formation et les communications à l'interne se poursuivent pour favoriser la gestion des changements liés à l'adoption de la nouvelle norme.

La Société estime qu'elle comptabilisera un montant supplémentaire de 1,7 G\$ à 1,8 G\$ relativement aux obligations locatives et aux actifs au titre du droit d'utilisation au 1^{er} janvier 2019. La différence entre le montant des actifs et le montant des obligations sera liée aux loyers payés d'avance ou aux contrats déficitaires, le cas échéant, et sera comptabilisée comme un ajustement des actifs au titre du droit d'utilisation, et tout avantage incitatif à la location sera comptabilisé comme un ajustement des résultats non distribués.

États consolidés du résultat global : L'adoption d'IFRS 16 donnera lieu à une augmentation de la dotation aux amortissements et à la provision pour dépréciation, attribuable à la comptabilisation des actifs au titre du droit d'utilisation; à une augmentation des charges financières attribuable à la désactualisation des obligations locatives; ainsi qu'à une diminution des charges d'exploitation, frais de vente et frais généraux, des achats de pétrole brut et de produits ainsi que des frais de

transport. Selon les contrats de location prévus au 1^{er} janvier 2019, cette norme n'aura pas d'incidence significative sur le résultat net consolidé.

Tableaux consolidés des flux de trésorerie : En raison du changement dans la présentation des charges locatives antérieures aux termes de contrats de location simple, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation augmenteront du fait de la diminution des charges d'exploitation, frais de vente et frais généraux, des achats de pétrole brut et de produits ainsi que des frais de transport, augmentation qui sera partiellement contrebalancée par la hausse des charges financières accrues, lesquelles représentent une activité d'exploitation pour la Société. Les flux de trésorerie liés aux activités de financement diminueront du fait de l'ajout des paiements de principal au titre des contrats de location simple antérieurs. L'incidence globale sur les flux de trésorerie de la Société ne changera pas.

L'incidence de l'adoption d'IFRS 16 le 1^{er} janvier 2019 décrite ci-dessus pourrait changer en fonction des résultats de son évaluation qui se poursuivra en 2018, des variations du taux d'emprunt marginal et du taux de change et des nouveaux contrats de location conclus avant la date de mise en œuvre.

4. INFORMATION SECTORIELLE

Les secteurs opérationnels de la Société sont présentés en fonction de la nature de leurs produits et de leurs services et de la responsabilité de la direction.

Les ventes intersectorielles de pétrole brut et de gaz naturel sont comptabilisées aux valeurs de marché et portées, pour la présentation de l'information sectorielle, dans les produits des activités ordinaires du secteur faisant le transfert et dans les charges du secteur recevant le transfert. Ces montants sont éliminés à la consolidation.

Trimestres clos les 30 septembre (en millions de dollars)	Sables pétrolifères		Exploration et production		Raffinage et commercialisation		Siège social, négociation de l'énergie et éliminations		Total	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
	(retraité – note 3)				(retraité – note 3)		(retraité – note 3)		(retraité – note 3)	
Produits des activités ordinaires et autres produits										
Produits bruts	3 498	2 354	949	766	6 722	5 046	4	11	11 173	8 177
Produits intersectoriels	1 317	914	—	—	15	30	(1 332)	(944)	—	—
Moins les redevances	(161)	(82)	(165)	(132)	—	—	—	—	(326)	(214)
Produits d'exploitation, déduction faite des redevances	4 654	3 186	784	634	6 737	5 076	(1 328)	(933)	10 847	7 963
Autres (pertes) produits	(6)	(6)	(14)	1	1	48	35	—	16	43
	4 648	3 180	770	635	6 738	5 124	(1 293)	(933)	10 863	8 006
Charges										
Achats de pétrole brut et de produits	378	135	1	—	4 765	3 620	(1 242)	(880)	3 902	2 875
Charges d'exploitation, frais de vente et frais généraux	1 854	1 513	125	109	499	467	166	161	2 644	2 250
Transport	308	199	20	21	34	26	(14)	(8)	348	238
Dotation aux amortissements et à la provision pour déplétion et pertes de valeur	1 077	859	240	236	171	161	16	25	1 504	1 281
Prospection	3	3	19	10	—	—	—	—	22	13
Profit à la cession d'actifs	(106)	(3)	—	—	(1)	(2)	—	—	(107)	(5)
Charges financières (produits financiers)	62	40	17	—	(2)	2	8	(365)	85	(323)
	3 576	2 746	422	376	5 466	4 274	(1 066)	(1 067)	8 398	6 329
Bénéfice (perte) avant impôt	1 072	434	348	259	1 272	850	(227)	134	2 465	1 677
Charge (produit) d'impôt sur le résultat										
Exigible	155	67	161	119	292	217	(115)	(185)	493	218
Différé	121	53	(30)	(21)	41	36	28	102	160	170
	276	120	131	98	333	253	(87)	(83)	653	388
Bénéfice (perte) net	796	314	217	161	939	597	(140)	217	1 812	1 289
Dépenses en immobilisations et frais de prospection	770	1 340	245	189	180	159	11	7	1 206	1 695

Périodes de neuf mois closes les 30 septembre (en millions de dollars)	Sables pétrolifères		Exploration et production		Raffinage et commercialisation		Siège social, négociation de l'énergie et éliminations		Total	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
	(retraité – note 3)				(retraité – note 3)		(retraité – note 3)		(retraité – note 3)	
Produits des activités ordinaires et autres produits										
Produits bruts	9 671	6 664	3 098	2 538	18 037	14 287	19	48	30 825	23 537
Produits intersectoriels	2 923	2 462	—	—	36	55	(2 959)	(2 517)	—	—
Moins les redevances	(331)	(180)	(513)	(376)	—	—	—	—	(844)	(556)
Produits d'exploitation, déduction faite des redevances	12 263	8 946	2 585	2 162	18 073	14 342	(2 940)	(2 469)	29 981	22 981
Autres produits (pertes)	8	25	(68)	(22)	(20)	86	140	(5)	60	84
	12 271	8 971	2 517	2 140	18 053	14 428	(2 800)	(2 474)	30 041	23 065
Charges										
Achats de pétrole brut et de produits	1 048	390	1	—	12 700	10 456	(2 944)	(2 498)	10 805	8 348
Charges d'exploitation, frais de vente et frais généraux	5 574	4 641	348	321	1 457	1 418	497	386	7 876	6 766
Transport	825	626	66	66	96	81	(30)	(18)	957	755
Dotation aux amortissements et à la provision pour déplétion et pertes de valeur	3 005	2 727	768	809	499	489	47	88	4 319	4 113
Prospection	30	9	43	69	—	—	—	—	73	78
Profit à la cession d'actifs	(107)	(4)	(162)	—	(5)	(454)	—	(97)	(274)	(555)
Charges financières (produits financiers)	218	125	29	22	9	12	934	(630)	1 190	(471)
	10 593	8 514	1 093	1 287	14 756	12 002	(1 496)	(2 769)	24 946	19 034
Bénéfice (perte) avant impôt	1 678	457	1 424	853	3 297	2 426	(1 304)	295	5 095	4 031
Charge (produit) d'impôt sur le résultat										
Exigible	170	129	616	456	777	631	(321)	(407)	1 242	809
Différé	262	(11)	(115)	(118)	90	23	43	252	280	146
	432	118	501	338	867	654	(278)	(155)	1 522	955
Bénéfice (perte) net	1 246	339	923	515	2 430	1 772	(1 026)	450	3 573	3 076
Dépenses en immobilisations et frais de prospection										
	2 883	3 899	661	631	667	385	48	15	4 259	4 930

Ventilation des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients et des produits intersectoriels

La Société tire des produits des activités ordinaires principalement du transfert de biens, à un moment précis, pour les principales catégories de biens, les sources de produits des activités ordinaires et les régions géographiques suivantes :

Trimestres clos les 30 septembre (en millions de dollars)	2018			2017		
	Amérique du Nord	International	Total	Amérique du Nord	International	Total
Sables pétrolifères						
Pétrole brut synthétique et diesel	3 554	—	3 554	2 725	—	2 725
Bitume	1 261	—	1 261	543	—	543
	4 815	—	4 815	3 268	—	3 268
Exploration et production						
Pétrole brut et liquides de gaz naturel	488	458	946	263	498	761
Gaz naturel	—	3	3	1	4	5
	488	461	949	264	502	766
Raffinage et commercialisation						
Essence	3 120	—	3 120	2 429	—	2 429
Distillat	2 696	—	2 696	1 956	—	1 956
Autres	921	—	921	691	—	691
	6 737	—	6 737	5 076	—	5 076
Siège social, négociation de l'énergie et éliminations						
	(1 328)	—	(1 328)	(933)	—	(933)
Total des produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients	10 712	461	11 173	7 675	502	8 177

Périodes de neuf mois closes les 30 septembre (en millions de dollars)	2018			2017		
	Amérique du Nord	International	Total	Amérique du Nord	International	Total
Sables pétrolifères						
Pétrole brut synthétique et diesel	9 423	—	9 423	7 806	—	7 806
Bitume	3 171	—	3 171	1 320	—	1 320
	12 594	—	12 594	9 126	—	9 126
Exploration et production						
Pétrole brut et liquides de gaz naturel	1 454	1 631	3 085	998	1 517	2 515
Gaz naturel	3	10	13	9	14	23
	1 457	1 641	3 098	1 007	1 531	2 538
Raffinage et commercialisation						
Essence	8 428	—	8 428	6 632	—	6 632
Distillat	7 220	—	7 220	5 524	—	5 524
Autres	2 425	—	2 425	2 186	—	2 186
	18 073	—	18 073	14 342	—	14 342
Siège social, négociation de l'énergie et éliminations						
	(2 940)	—	(2 940)	(2 469)	—	(2 469)
Total des produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients	29 184	1 641	30 825	22 006	1 531	23 537

5. AUTRES PRODUITS

Les autres produits se composent de ce qui suit :

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Activités de négociation de l'énergie				
Profits (pertes) latents comptabilisés en résultat net pour la période	70	(38)	91	(18)
Diminution de la valeur des stocks	(30)	(3)	(11)	(46)
Activités de gestion des risques ¹⁾	(21)	(2)	(90)	32
Produit financier et produit d'intérêts	9	86	48	140
Variation de la valeur des engagements relatifs aux pipelines et autres	(12)	—	22	(24)
	16	43	60	84

1) Inclut des variations de juste valeur liées à des contrats dérivés à court terme dans les secteurs Sables pétrolifères et Raffinage et commercialisation.

6. RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

Le tableau ci-dessous résume la charge de rémunération fondée sur des actions comptabilisée pour tous les régimes au poste « Charges d'exploitation, frais de vente et frais généraux ».

(en millions de dollars)	2018	Trimestres clos les 30 septembre 2017	2018	Périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2017
Régimes dont les paiements sont réglés en actions	8	8	38	41
Régimes dont les paiements sont réglés en trésorerie	36	132	277	224
	44	140	315	265

7. CHARGES FINANCIÈRES (PRODUITS FINANCIERS)

(en millions de dollars)	2018	Trimestres clos les 30 septembre 2017	2018	Périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2017
Intérêts sur la dette	230	218	673	704
Intérêts incorporés à l'actif	(26)	(182)	(128)	(552)
Charge d'intérêts	204	36	545	152
Intérêts sur le passif au titre du partenariat (note 15)	14	—	42	—
Intérêts liés aux prestations de retraite et aux avantages complémentaires de retraite	14	14	43	44
Charge de désactualisation	67	62	199	184
(Profit) perte de change sur la dette libellée en dollars américains	(216)	(441)	402	(845)
Écarts de change et autres	2	6	(41)	(31)
Perte sur l'extinction d'une dette à long terme	—	—	—	87
Profit réalisé sur les couvertures de change	—	—	—	(62)
	85	(323)	1 190	(471)

Au cours du deuxième trimestre de 2017, la Société a remboursé par anticipation ses billets à long terme de 1,250 G\$ US (valeur comptable de 1,700 G\$) dont l'échéance initiale était le 1^{er} juin 2018, pour un montant de 1,344 G\$ US (1,830 G\$), dont 31 M\$ US (42 M\$) en intérêts cumulés. Conjointement avec le remboursement anticipé des billets, la Société a réalisé des profits de 62 M\$ sur des couvertures de change, ce qui a donné lieu à une perte globale sur extinction de dette de 25 M\$ (10 M\$ après impôt).

8. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Au quatrième trimestre de 2017, le gouvernement des États-Unis a adopté une baisse du taux d'imposition fédéral des sociétés, de 35 % à 21 %, entrant en vigueur le 1^{er} janvier 2018. La Société a donc réévalué ses soldes d'impôt différé et comptabilisé un produit d'impôt différé de 124 M\$ au quatrième trimestre de 2017.

Au quatrième trimestre de 2017, le gouvernement de la Colombie-Britannique a adopté une hausse du taux d'imposition provincial des sociétés, de 11 % à 12 %. La Société a donc réévalué ses soldes d'impôt différé et comptabilisé une charge d'impôt différé de 18 M\$.

9. RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Résultat net	1 812	1 289	3 573	3 076
Effet dilutif de la comptabilisation d'attributions dont le paiement est réglé en actions ¹⁾	—	—	—	(1)
Résultat net – dilué	1 812	1 289	3 573	3 075
(en millions d'actions ordinaires)				
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	1 620	1 659	1 631	1 665
Titres dilutifs :				
Effet des options sur actions	8	3	7	4
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires – résultat dilué	1 628	1 662	1 638	1 669
(en dollars par action ordinaire)				
Résultat de base par action	1,12	0,78	2,19	1,85
Résultat dilué par action	1,11	0,78	2,18	1,84

- 1) Les attributions comportant une option de règlement en trésorerie sont comptabilisées dans les régimes d'attribution réglés en trésorerie. Comme ces attributions peuvent être échangées contre des actions ordinaires de la Société, elles sont considérées comme potentiellement dilutives et sont prises en compte dans le calcul du résultat net dilué par action de la Société si elles ont un effet dilutif pour la période. Il a été déterminé que la comptabilisation de ces attributions comme des paiements réglés en actions avait un effet dilutif pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017.

10. OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS

Le 26 avril 2017, la Société a annoncé son intention de procéder à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre publique de rachat de 2017 ») afin de racheter des actions par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto (« TSX »), de la Bourse de New York ou d'autres plateformes de négociation. Aux termes de l'offre publique de rachat de 2017, la Société a été autorisée à racheter, aux fins d'annulation, une tranche de ses actions ordinaires d'une valeur maximale d'environ 2,0 G\$ entre le 2 mai 2017 et le 1^{er} mai 2018.

Le 1^{er} mai 2018, la Société a annoncé son intention de renouveler son offre publique de rachat de 2017 dans le cours normal des activités (l'« offre publique de rachat de 2018 ») pour continuer à racheter des actions par l'intermédiaire de la TSX, de la Bourse de New York ou d'autres plateformes de négociation. Aux termes de l'offre publique de rachat de 2018, la Société peut racheter une tranche de ses actions ordinaires d'une valeur maximale d'environ 2,15 G\$ entre le 4 mai 2018 et le 3 mai 2019.

Au cours du troisième trimestre de 2018, la Société a racheté 16,8 millions d'actions ordinaires aux termes de l'offre publique de rachat de 2018 au prix moyen de 52,77 \$ l'action, pour un coût de rachat total de 889 M\$.

Le tableau suivant présente les rachats d'actions au cours de la période :

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	2018	30 septembre 2017	2018	30 septembre 2017
Rachats d'actions (en milliers d'actions ordinaires)				
Actions rachetées	16 841	7 220	37 700	14 441
Montants imputés aux postes suivants :				
Capital-actions	272	116	609	233
Résultats non distribués	617	166	1 278	345
Coût des rachats d'actions	889	282	1 887	578

Aux termes d'une convention de rachat automatique conclue avec un courtier indépendant, la Société a comptabilisé le passif suivant pour les rachats d'actions qui auraient pu avoir lieu au cours de la période d'interdiction de négociation de titres à l'interne.

(en millions de dollars)	30 septembre 2018	31 décembre 2017
Montants imputés aux postes suivants :		
Capital-actions	135	97
Résultats non distribués	283	180
Passif au titre des engagements d'achat d'actions	418	277

11. INSTRUMENTS FINANCIERS

Instruments financiers dérivés

a) Instruments financiers dérivés non désignés

Le tableau suivant présente les dérivés non désignés de négociation de l'énergie et de gestion des risques de la Société, tous évalués à la juste valeur au 30 septembre 2018.

(en millions de dollars)	Négociation de l'énergie	Gestion des risques	Total
Juste valeur des contrats en cours au 31 décembre 2017	(85)	(20)	(105)
Règlements en trésorerie – montant (reçu) payé au cours de l'exercice	(41)	81	40
Profits (pertes) latents comptabilisés en résultat net pour l'exercice (note 5)	91	(90)	1
Juste valeur des contrats en cours au 30 septembre 2018	(35)	(29)	(64)

b) Hiérarchie des justes valeurs

Le tableau ci-dessous présente les instruments financiers de la Société évalués à la juste valeur au 30 septembre 2018, selon le niveau hiérarchique de l'évaluation.

(en millions de dollars)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur totale
Créances	27	134	—	161
Dettes	(78)	(147)	—	(225)
	(51)	(13)	—	(64)

Au cours du troisième trimestre de 2018, il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux 1 et 2 de la hiérarchie des justes valeurs ni aucun transfert vers ou depuis le niveau 3.

De temps à autre, la Société a recours à des swaps différés de taux d'intérêt pour atténuer son exposition à l'effet des fluctuations futures des taux d'intérêt sur les émissions futures de titres d'emprunt. Au 30 septembre 2018, la Société n'avait aucun swap différé de taux d'intérêt en cours.

De temps à autre, la Société a aussi recours à des contrats de change à terme pour atténuer son exposition à l'effet des fluctuations futures des taux de change sur les émissions ou remboursements futurs de titres d'emprunt. Au 30 septembre 2018, la Société n'avait aucun contrat de change à terme en cours.

Instruments financiers non dérivés

Au 30 septembre 2018, la valeur comptable de la dette à terme fixe comptabilisée selon la méthode du coût amorti s'élevait à 12,4 G\$ (12,1 G\$ au 31 décembre 2017) et sa juste valeur, à 14,0 G\$ (14,7 G\$ au 31 décembre 2017). La juste valeur estimative de la dette à long terme est fondée sur les prix du marché.

Suncor a conclu un partenariat avec la Première Nation de Fort McKay (« FMFN ») et la Première Nation crie Mikisew (« MCFN ») en 2017, aux termes duquel FMFN et MCFN ont acquis une participation cumulée de 49 % dans le projet d'agrandissement du Parc de stockage Est. Le passif au titre du partenariat est comptabilisé au coût amorti selon la méthode des intérêts effectifs. Au 30 septembre 2018, la valeur comptable de ce passif s'établissait à 479 M\$ (483 M\$ au 31 décembre 2017), les intérêts sur le passif au titre du partenariat contrebalançant en partie les distributions de la période.

12. PROVISIONS

La provision de Suncor pour démantèlement et remise en état des lieux a diminué de 437 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018. La diminution tient essentiellement à une hausse du taux d'intérêt sans risque ajusté en fonction de la qualité du crédit, qui est passé à 4,00 % (3,70 % au 31 décembre 2017), et à la cession des propriétés foncières minières de la Société dans le nord-est de la Colombie-Britannique, facteurs en partie neutralisés par l'acquisition de la participation de 5 % de Mocal Energy Limited dans Sycrude.

13. VENTE DES ACTIVITÉS LIÉES AUX LUBRIFIANTS

Le 1^{er} février 2017, la Société a conclu la vente déjà annoncée de ses activités liées aux lubrifiants pour un produit de 1,1 G\$, avant les ajustements liés à la clôture et d'autres coûts liés à la clôture. Cette vente a donné lieu à un profit après impôt de 354 M\$, montant qui comprend une charge d'impôt exigible de 101 M\$ et un produit d'impôt différé de 11 M\$, comptabilisé dans le secteur Raffinage et commercialisation.

14. VENTE DE CEDAR POINT

La Société a vendu sa participation dans le parc éolien de Cedar Point situé dans le sud-ouest de l'Ontario pour un produit de 291 M\$, avant les ajustements liés à la clôture et d'autres coûts liés à la clôture, avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2017. La cession a donné lieu à un profit après impôt de 83 M\$, y compris une charge d'impôt exigible de 29 M\$ et un produit d'impôt différé de 15 M\$, comptabilisé dans le secteur Siège social, négociation de l'énergie et éliminations.

15. PARTENARIAT DANS LE PROJET D'AGRANDISSEMENT DU PARC DE STOCKAGE EST

Le projet d'agrandissement du Parc de stockage Est consiste en des installations de stockage, de mélange et de refroidissement du bitume ainsi que de raccordement aux pipelines de tiers, et il a été mis en service le 14 juillet 2017. Le transport des produits issus de l'entreprise commune Fort Hills sur le marché est exclusivement assuré par ce projet. Le 22 novembre 2017, la Société a conclu la cession déjà annoncée d'une participation directe de 49 % dans le Parc de

stockage Est à la FMFN et à la MCFN pour un produit brut de 503 M\$. Suncor a conservé une participation directe de 51 % et demeure l'exploitant des actifs. Les actifs sont détenus par une société en commandite nouvellement créée, qui a une obligation non discrétionnaire de distribuer aux partenaires le montant en trésorerie résiduel mensuel variable du Parc de stockage Est. Par conséquent, la Société a comptabilisé un passif dans les autres passifs non courants pour refléter la participation de 49 % ne donnant pas le contrôle des tiers. Ainsi, la Société continuera de consolider la totalité des résultats de la société en commandite.

16. FORT HILLS

Le 21 décembre 2017, les partenaires dans le projet Fort Hills ont réglé leur litige commercial et conclu une entente par laquelle Suncor a acquis une participation supplémentaire de 2,26 % dans le projet Fort Hills, pour une contrepartie de 308 M\$. Teck Resources Limited (« Teck ») a également acquis une participation supplémentaire de 0,89 % dans le projet par suite de l'entente.

Au cours du premier trimestre de 2018, Suncor a acquis une participation supplémentaire de 1,05 % dans le projet Fort Hills pour une contrepartie de 145 M\$. La participation supplémentaire était le résultat de l'entente de règlement du litige commercial entre les coentrepreneurs du projet Fort Hills conclue en décembre 2017. Teck a également acquis une participation supplémentaire de 0,42 % dans le projet. La quote-part de Suncor dans le projet a ainsi été portée à 54,11 % et celle de Teck, à 21,31 %, celle de Total E&P Canada Ltd. étant ramenée à 24,58 %.

17. ACQUISITION D'UNE PARTICIPATION SUPPLÉMENTAIRE DANS SYNCRUDE

Le 23 février 2018, Suncor a acquis une participation directe supplémentaire de 5 % dans le projet Syncrude auprès de Mocal Energy Limited pour 923 M\$. La quote-part de Suncor dans le projet Syncrude a ainsi été portée à 58,74 %.

L'acquisition a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. La répartition provisoire du prix d'achat est fondée sur les meilleures estimations de la direction quant à la juste valeur des actifs et passifs de Syncrude au 23 février 2018. Les estimations pourraient devoir être ajustées.

(en millions de dollars)

Créances	2
Stocks	15
Immobilisations corporelles	998
Prospection et évaluation	163
Total des actifs acquis	1 178
Dettes et charges à payer	(51)
Avantages sociaux futurs	(33)
Provision pour démantèlement	(169)
Impôt sur le résultat différé	(2)
Total des passifs pris en charge	(255)
Actifs nets acquis	923

La juste valeur des créances et des dettes se rapproche de leur valeur comptable en raison de l'échéance à court terme de ces instruments. La juste valeur des stocks de matières et de fournitures se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur taux de rotation à court terme. La juste valeur des immobilisations corporelles et de la provision pour démantèlement a été établie selon la méthode des flux de trésorerie futurs attendus. Les principales hypothèses utilisées aux fins des calculs sont les taux d'actualisation, les prix des marchandises futurs, le calendrier des activités de mise en valeur, les projections concernant les réserves de pétrole, ainsi que l'estimation des coûts d'abandon et de remise en état de la mine et des installations.

La participation directe supplémentaire dans Syncrude a fait augmenter de 182 M\$ les produits bruts et fait diminuer de 11 M\$ le bénéfice net consolidé depuis la date d'acquisition jusqu'au 30 septembre 2018.

Si l'acquisition avait eu lieu le 1^{er} janvier 2018, la participation directe supplémentaire aurait fait augmenter d'un montant additionnel de 64 M\$ les produits bruts et d'un montant additionnel de 4 M\$ le bénéfice net consolidé, ce qui se serait traduit par des produits bruts de 30,89 G\$ et un bénéfice net consolidé de 3,58 G\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018.

18. AUTRES TRANSACTIONS

Le 29 septembre 2018, Suncor et les autres partenaires dans la participation directe au projet d'exploitation minière de sables pétrolifères Joslyn ont convenu de vendre la totalité (100 %) de leurs participations directes respectives à Canadian Natural Resources Limited pour un produit brut de 225 M\$, soit un montant net de 82,7 M\$ pour Suncor. Suncor détenait une participation directe de 36,75 % dans Joslyn avant la transaction. Les partenaires dans la participation ont reçu un produit en trésorerie de 100 M\$ (36,8 M\$ nets pour Suncor) à la clôture, le montant résiduel de 125 M\$ (45,9 M\$ nets pour Suncor) devant être reçu en versements égaux au cours des cinq prochaines années. Par conséquent, Suncor a comptabilisé une créance à long terme de 36,7 M\$ au poste « Autres actifs » et le premier versement de 9,2 M\$ au poste « Créances ». La transaction s'est traduite par un profit de 83 M\$ pour le secteur Sables pétrolifères.

Le 31 mai 2018, la Société a conclu la transaction déjà annoncée visant l'acquisition d'une participation de 17,5 % dans le projet de mise en valeur Fenja, en Norvège, auprès de Faroe Petroleum Norge AS, au coût d'acquisition de 55 M\$ US (environ 70 M\$) majoré de coûts de règlements intermédiaires de 22 M\$ et établi selon la méthode de l'acquisition. Ce projet a été approuvé par ses propriétaires en décembre 2017.

Le 23 mars 2018, Suncor a échangé ses propriétés foncières minières dans le nord-est de la Colombie-Britannique, y compris la production connexe, et une contrepartie de 52 M\$ contre une participation de 37 % dans Canbriam Energy Inc. (société gazière privée). La participation a été comptabilisée à 277 M\$ selon la méthode de la mise en équivalence. Par suite du transfert d'actifs, Suncor a comptabilisé un profit de 162 M\$ dans le secteur Exploration et production, après déduction d'une tranche du profit de la valeur de la participation.